

Isère

## LE CONSEIL RÉGIONAL EN BREF AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

# Un plan montagne, mais deux visions qui s'opposent...

Ève MOULINIER, Èv.M.



*La séance plénière du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes a eu lieu en visioconférence. Les élus ne sont toujours pas retournés dans cet hémicycle lyonnais que l'on voit ici à l'époque où la Covid n'était pas encore entrée dans nos vies. Photo archives Le DL /Jean-François SOUCHET*

**Lors de la seconde journée de séance plénière du conseil régional, le plan d'urgence pour aider les acteurs de la montagne en souffrance a été voté.**

On se souvient de ce chiffre rond annoncé par Laurent Wauquiez, président de la Région. 400 millions (dont la moitié en aides directes) pour le plan d'urgence montagne.

400 millions pour soutenir tout un écosystème qui souffre des mesures liées à la crise sanitaire. 400 millions pour aider ces stations qui font habituellement d'Auvergne-Rhône-Alpes la première destination touristique mondiale en hiver...

Et ce mercredi, lors de la seconde partie de la séance plénière de l'assemblée régionale, ce plan d'urgence a été adopté. Si des critiques se sont élevées dans les rangs des oppositions pour dénoncer une « certaine précipitation », si le groupe LREM n'a pas

manqué de rappeler que le gouvernement allait débloquer 4 milliards – « Vous n’avez pas le monopole de la montagne, M. Wauquiez », a même dit la marcheuse Françoise Casalino –, le plan régional a été approuvé par l’ensemble des élus. Tant la situation est aujourd’hui critique...

Mais ce consensus sur l’aide d’urgence n’a pas réussi à cacher de profondes divergences. Du côté du Rassemblement national, Alexis Jolly a critiqué « une succession de dispositifs venant en partie s’ajouter à ceux de l’État » et a lâché, à l’attention de Laurent Wauquiez : « Je terminerai en citant l’écrivain français Antoine Gombaud : “Ce qui paraît générosité n’est souvent qu’une ambition déguisée”... »

Mais le vrai antagonisme s’est plutôt installé entre la majorité et la gauche. En effet, si le plan d’urgence comprend bien un volet “Faire de notre région la première montagne durable”, avec notamment le « financement de mobilités douces et décarbonées pour des navettes autonomes et ascenseurs valléens », l’accent a été mis par la majorité sur le développement de l’activité hivernale. Et là, certains sont montés au créneau. François Chemin (PS) a rappelé l’urgence climatique et le manque de neige qui menace aujourd’hui la survie de 80 stations françaises. Bernard Chaverot (PRG) a embayé : « Pour votre majorité, l’investissement 4 saisons intervient bien après l’investissement hivernal. Mais tous les canons à neige de la Terre ne viendront pas à bout du manque de neige et du changement climatique. » Un argument filé par Corinne Morel-Darleux (Rassemblement des citoyens, écologistes et solidaires) : « On a bien compris que les investissements sur les équipements de neige artificielle seront poursuivis, et que rien ne serait fait pour les stations qui n’ont déjà plus de neige en hiver. » Laurent Wauquiez leur a bien sûr répondu, en regrettant « les polémiques » et en rappelant que derrière les remontées mécaniques fermées, il y avait des gens qui craignent de « tout perdre » : « Le tourisme hivernal en station dans notre région représente 120 000 emplois directs et près de 400 000 emplois indirects. »

Deux visions de la montagne.

C’est un amendement qui expose les mesures (et les sommes qui leur sont allouées) pour le plan de relance montagne.

Après avoir longtemps été attendu par les oppositions qui demandaient des précisions et suspectaient Laurent Wauquiez d’en rester à des « déclarations d’intention », il a été finalement présenté ce mercredi, en séance plénière du conseil régional.

Le texte précise que “les mesures d’urgence proposées qui produisent un effet de levier de plus de 400 millions d’euros mobiliseront les crédits des différentes politiques publiques concernées” et il entre ensuite dans le détail, mesure par mesure : “Accompagner les oubliés des aides d’État, pour un montant estimé à 33,85 millions d’euros” ; “prêt montagne en faveur des entreprises mobilisant 152 millions d’euros de cofinancement Région et BPI, produisant une offre de crédit de 304 millions d’euros en partenariat avec les banques de réseau” ; “Plan d’avenir montagne durable pour un montant estimé à 70 millions d’euros.”

Ah, les joies d’une séance plénière en visioconférence, avec ses couacs, ses interférences et ses coupures... Ce mercredi, alors que l’assemblée régionale attendait une réponse du conseiller communiste Patrice Voir qui n’arrivait pas à se reconnecter, Laurent Wauquiez a lancé : « Si j’étais taquin, je dirais qu’on a perdu la ligne avec Moscou. »

## ► Et on a parlé du menu sans viande...

On se doutait un peu que la polémique du menu sans viande dans les cantines de Lyon allait rebondir lors de la séance plénière. Cela a été le cas ce mercredi, quand le groupe Les Républicains a déposé un vœu pour réaffirmer que « la Région Auvergne-Rhône-Alpes continuera de proposer des menus variés dans les cantines de ses lycées et de soutenir les producteurs locaux. » Le rapporteur du vœu, Philippe Meunier, a fustigé la décision du maire écologiste de Lyon en parlant de « montée de fièvre quasi-religieuse », l’accusant de « détourner le protocole sanitaire à des fins idéologiques. »

Grégory Doucet a décidé de supprimer la viande des menus des cantines des écoles primaires, en expliquant que cela permettrait d’accélérer le temps de distribution via des services différents, respectant les distances de sécurité.

## “Il faut sauver Photowatt !”

Le groupe PRG - le Centre Gauche a été à l’initiative d’un vœu intitulé “Il faut sauver Photowatt !”. Ce vœu a été amendé, repris et lu par la majorité tant le sujet fait consensus dans l’assemblée régionale. Pionnière dans la fabrication des panneaux photovoltaïques, l’entreprise iséroise Photowatt a subi de plein fouet, depuis des années, la concurrence des panneaux chinois, subventionnés par l’État, alors qu’ils sont de qualité moindre. Et aujourd’hui, cette propriété d’EDF est menacée de liquidation. Dans le vœu présenté, il était écrit ceci : “Tout en réfléchissant à la possibilité d’une entrée au capital de la société,

la Région demande au gouvernement de prendre ses responsabilités envers Photowatt et d'organiser en urgence un tour de table incluant les collectivités locales et EDF pour garantir son devenir et son développement." Laurent Wauquiez a laissé entendre que, malgré ses relances, il n'avait pas obtenu de réponse du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.



*Laurent Wauquiez. Photo archives Le DL /S. MUSCIO*



*Le vice-président Philippe Meunier. Photo Le DL*